

Art. 5. De instellingen die onderwijsactiviteiten via e-learning organiseren, stellen ter beschikking van de studenten en de docenten een infrastructuur uitgerust met voldoende informatica-materiaal zodat ze cursussen kunnen volgen en geven in de instelling.

Art. 6. De instellingen die onderwijsactiviteiten via e-learning organiseren, integreren elementen die specifiek zijn voor e-learning in het huishoudelijk reglement waaronder de voorwaarden voor het gebruik van de infrastructuren bedoeld in artikel 5.

Art. 7. De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 8 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29621]

19 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 3 avril 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 avril 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, les articles 1^{er}, § 3, alinéa 2, 2, § 2, alinéa 2 et § 3, alinéa 2, 4, alinéa 2, 6, alinéa 2, et 9;

Vu l'avis n° 55.969/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président et de la Ministre de l'Égalité des Chances,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. – Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « décret » : le décret du 3 avril 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs;

2° « organes consultatifs » : les organes consultatifs visés par l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret et les subdivisions structurelles visées à l'article 1^{er}, § 2, du décret;

3° « Ministre » : le ou la Ministre qui a l'Égalité des chances dans ses attributions;

4° « Services du Gouvernement » : la Direction de l'égalité des chances du Ministère de la Communauté française.

CHAPITRE 2. — Etablissement et mise à jour de la liste des organes consultatifs tombant sous le champ d'application du décret

Art. 2. A chaque législature, dans les six mois qui suivent la date de l'installation du Gouvernement, les Services du Gouvernement communiquent au Ministre un projet de liste organisée par compétences des membres du Gouvernement, reprenant les organes consultatifs visés par le décret, après les en avoir informé et, pour chacun d'entre eux, la date de la dernière désignation de leurs membres et la date prévue de son prochain renouvellement.

Sur proposition du Ministre, le Gouvernement approuve la liste des organes consultatifs visés par le décret au plus tard à la fin du septième mois suivant son installation.

Art. 3. En cas de modification de la répartition des compétences au sein du Gouvernement, la liste visée à l'article 2 est adaptée par le Gouvernement dans un délai de deux mois à compter de la modification des compétences au sein du Gouvernement.

Si un organe consultatif est créé ou dissout en cours de législature, la liste visée à l'article 2 est adaptée par le Gouvernement dans un délai de deux mois à compter de la création ou de la dissolution de cet organe.

CHAPITRE 3. — Modalités de désignation pour les mandats vacants

Art. 4. En application de l'article 2, §§ 2 et 3 du décret, le Ministre dont relève l'organe consultatif propose au Gouvernement les candidats pour pourvoir au(x) mandat(s) vacant(s).

CHAPITRE 4. — Conditions, modalités et procédure de la dérogation

Art. 5. A l'initiative de l'organe consultatif concerné ou du Ministre dont il dépend, un dossier de demande de dérogation visé à l'article 4 du décret comprenant les éléments suivants est adressé au Ministre par le Ministre dont dépend l'organe consultatif concerné :

1° la mention de la dénomination légale de l'organe d'avis ou d'administration;

2° les références légales et réglementaires des textes relatifs à cet organe consultatif;

3° un aperçu des missions de l'organe consultatif;

4° en ce qui concerne les organes consultatifs existants : la composition actuelle de l'organe consultatif concerné, sur la base d'une liste de tous les membres effectifs et suppléants répartis également selon leur sexe, à voix délibérative ou non, au moment de l'introduction de la demande de dérogation et comprenant les informations relatives aux éventuelles instances ayant proposé des membres;

5° la composition proposée de l'organe consultatif concerné, sur la base d'une liste de tous les membres effectifs et suppléants répartis également selon leur sexe, à voix délibérative ou non, au moment de l'introduction de la demande de dérogation et comprenant les informations relatives aux éventuelles instances ayant proposé des membres;

6° l'exposé des démarches accomplies dans le but de composer l'organe consultatif conformément à l'article 3 du décret;

7° le cas échéant, la preuve que la présentation conformément à l'article 2, § 2, du décret a été effectuée sans résultat;

8° si une dérogation a déjà été octroyée pour cet organe consultatif, une évaluation de la situation nouvelle de l'organe consultatif compte tenu des efforts réalisés pour composer l'organe consultatif conformément à l'article 3 du décret;

9° un projet de motivation circonstanciée relatif aux raisons fonctionnelles ou relatives à la nature spécifique de l'organe consultatif qui ne permettent pas de remplir l'obligation visée à l'article 3 du décret;

10° toutes les autres pièces utiles à une évaluation correcte du dossier.

Art. 6. Sur proposition conjointe du Ministre et du Ministre dont relève l'organe consultatif concerné et après avoir recueilli l'avis des Services du Gouvernement, le Gouvernement statue, dans un délai de trois mois à compter de la demande de dérogation, sur la demande de dérogation prévue à l'article 4 du décret, en fonction des éléments du dossier mentionné à l'article 5.

CHAPITRE 5. — *Rapport d'évaluation*

Art. 7. Le Ministre élabore un projet de rapport contenant :

1° des informations quantitatives relatives à chaque organe consultatif repris dans la liste visée à l'article 2;

2° une analyse générale transversale de l'évolution de la représentation des hommes et des femmes dans les organes consultatifs;

3° une analyse des dérogations sollicitées et des procédures y liées;

4° les actions de sensibilisations à la représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs qui ont été menées.

Le rapport est soumis au Gouvernement qui l'approuve et le transmet au Parlement.

Art. 8. Le décret du 3 avril 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Art. 9. Le Ministre en charge de l'Égalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juin 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2014/29621]

19 JUNI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 3 april 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 april 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen, de artikelen 1, § 3, tweede lid, 2, § 2, tweede lid en § 3, tweede lid, 4, tweede lid, 6, tweede lid en 9;

Gelet op het advies nr. 55.969/4 van de Raad van State, gegeven op 5 mei 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, 2° van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-president en van de Minister voor Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 3 april 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen;

2° "adviesorganen" : de adviesorganen bedoeld bij artikel 1, § 1, van het decreet en de structurele onderverdelingen bedoeld bij artikel 1, § 2, van het decreet;

3° "Minister" : de Minister bevoegd voor Gelijke Kansen;

4° "Diensten van de Regering" : de Directie voor Gelijke Kansen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK 2. — *Opstellen en bijwerken van de lijst van de adviesorganen die onder het toepassingsgebied van het decreet vallen*

Art. 2. Bij elke legislatuur, binnen de zes maanden na de datum van de installatie van de Regering, delen de Diensten van de Regering aan de Minister een ontwerp van lijst mee georganiseerd in functie van de bevoegdheden van de leden van de Regering, met opname van de adviesorganen bedoeld bij het decreet, na ze ervan ingelicht te hebben en, voor ieder van hen, de datum van de laatste aanwijzing van hun leden en de datum bepaald voor de vernieuwing ervan.

Op de voordracht van de Minister, keurt de Regering de lijst goed van de adviesorganen bedoeld bij het decreet ten laatste tegen het einde van de zevende maand na haar installatie.

Art. 3. Ingeval de verdeling van de bevoegdheden binnen de Regering gewijzigd wordt, wordt de lijst bedoeld bij artikel 2 door de Regering aangepast binnen een termijn van twee maanden vanaf de wijziging van de bevoegdheden binnen de Regering.

Indien een adviesorgaan opgericht of ontbonden wordt gedurende een legislatuur, wordt de lijst bedoeld bij artikel 2 door de Regering aangepast binnen een termijn van twee maanden vanaf de oprichting of de ontbinding van dit orgaan.

HOOFDSTUK 3. — Nadere regels voor de aanwijzing voor vacant verklaarde mandaten

Art. 4. Met toepassing van artikel 2, §§ 2 en 3 van het decreet, stelt de Minister bevoegd voor het adviesorgaan aan de Regering de kandidaten voor om de vacant verklaarde mandaten te bekleden.

HOOFDSTUK 4. — Voorwaarden, nadere regels en procedure van de afwijking

Art. 5. Op initiatief van het betrokken adviesorgaan of van de Minister waaronder het ressorteert, wordt een dossier van aanvraag om afwijking bedoeld bij artikel 4 van het decreet met de volgende elementen aan de Minister gezonden door de Minister bevoegd voor het betrokken adviesorgaan :

- 1° de vermelding van de wettelijke benaming van het advies- of bestuursorgaan;
- 2° de wettelijke en reglementaire referenties van de teksten in verband met dat adviesorgaan;
- 3° een overzicht van de opdrachten van het adviesorgaan;

4° wat betreft de bestaande adviesorganen : de huidige samenstelling van het betrokken adviesorgaan, op basis van een lijst van alle werkende en plaatsvervangende leden, evenwichtig verdeeld naargelang hun geslacht, die al dan niet stemgerechtigd zijn, op het ogenblik van de indiening van de aanvraag om afwijking en met de informatie betreffende de mogelijke instanties die leden hebben voorgedragen;

5° de voorgestelde samenstelling van het betrokken adviesorgaan, op basis van een lijst van alle werkende en plaatsvervangende leden, evenwichtig verdeeld naargelang hun geslacht, die al dan niet stemgerechtigd zijn, op het ogenblik van de indiening van de aanvraag om afwijking en met de informatie betreffende de mogelijke instanties die leden hebben voorgedragen;

6° de uiteenzetting van de stappen die ondernomen werden om het samenstellen van het adviesorgaan overeenkomstig artikel 3 van het decreet te laten gebeuren;

7° desgevallend, het bewijs dat het voordragen overeenkomstig artikel 2, § 2, van het decreet zonder resultaat is gebleven;

8° indien een afwijking reeds toegekend werd voor dit adviesorgaan, een evaluatie van de nieuwe toestand van het adviesorgaan rekening houdend met de inspanningen die gedaan werden om het adviesorgaan overeenkomstig artikel 3 van het decreet samen te stellen;

9° een ontwerp van met redenen omklede motivering in verband met de functionele redenen of de redenen betreffende de specifieke aard van het adviesorgaan die niet toelaten aan de verplichting bedoeld bij artikel 3 van het decreet te voldoen;

10° alle andere stukken die nuttig zouden zijn voor een correcte evaluatie van het dossier.

Art. 6. Op de gezamenlijke voordracht van de Minister en van de Minister bevoegd voor het betrokken adviesorgaan en na het advies te hebben ingewonnen van de Diensten van de Regering, beslist de Regering, binnen een termijn van drie maanden vanaf de aanvraag om afwijking, over de aanvraag om afwijking bedoeld bij artikel 4 van het decreet, in functie van de elementen van het dossier vermeld bij artikel 5.

HOOFDSTUK 5. — Evaluatieverslag

Art. 7. De Minister stelt een ontwerpverslag op met erin :

- 1° kwantitatieve informatie betreffende ieder adviesorgaan opgenomen op de lijst bedoeld bij artikel 2;
- 2° een algemene transversale analyse van de evolutie van de vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen;
- 3° een analyse van de aangevraagde afwijkingen en de procedures die ermee gepaard gaan;
- 4° de acties om bewustmaking voor de evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen die gevoerd werden.

Het verslag wordt aan de Regering voorgelegd die het goedkeurt en het aan het Parlement verzendt.

Art. 8. Het decreet van 3 april 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen en dit besluit treden in werking op 1 juli 2014.

Art. 9. De Minister bevoegd voor Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel 19 juni 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en voor Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29519]

25 JUILLET 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant clôture de la session extraordinaire 2014 du Parlement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, visant à achever la structure fédérale de l'Etat et, spécialement, l'article 32, § 1^{er}, § 3;